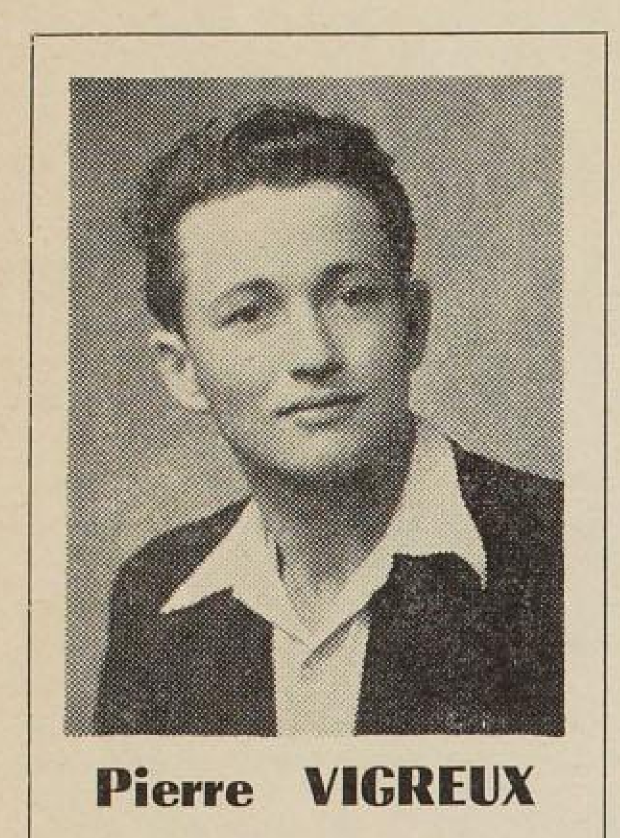
ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 23 JUIN 1968

Deuxième circonscription (AVALLON-TONNERRE)



Pierre VIGREUX

Pierre VIGREUX

viticulteur-agriculteur
adjoint au maire de Coulanges-la-Vineuse
secrétaire fédéral du P. C. F.

candidat du Parti communiste français

Bernard ALIX

employé, conseiller municipal de Fulvy

remplaçant éventuel

ÉLECTRICES, ÉLECTEURS,

Notre pays a été secoué par un mouvement sans précédent dans l'histoire de notre société. Des usines, des bureaux, des universités, des campagnes monte l'exigence de changements politiques profonds.

Le général de Gaulle a dissous l'Assemblée nationale. Bien qu'il disposait d'une majorité absolue, il a déclaré que cette assemblée était vouée à ce sort ; c'est une imposture ! Au lendemain des élections de mars 1967, ce n'est pas ce langage que tenait le président de la République.

Mon parti a répondu tout de suite, à l'annonce de la dissolution de l'Assemblée nationale, en disant qu'il était prêt. Nous avons toujours dit que cette assemblée était une image renversée de la France puisque, avec 37 % des suffrages, les gaullistes, par le truchement d'un scrutin injuste, obtenaient la majorité des sièges.

La réalité, c'est que le général de Gaulle (fondé de pouvoir des banques et des monopoles capitalistes) refuse le verdict populaire clairement exprimé par des millions et des millions de travailleurs en lutte : **DE GAULLE, DÉMISSION !** Il veut, par ce biais, essayer de tromper les Françaises et les Français sur ses intentions, comme il le fait depuis dix ans.

Il fustigeait naguère les partis, alors qu'il était et reste le chef du parti gaulliste. Même si, à chaque campagne électorale, celui-ci change de sigle — six fois en vingt ans — il ne change ni de style ni de politique. Égal à lui-même, il est toujours profondément réactionnaire.

Le général de Gaulle, abusant de son mandat de président de la République, a décidé de patroner ses candidats, tous dévoués serviteurs des grandes puissances d'argent et des monopoles. Dans le même temps, le général de Gaulle a exprimé sa haine du peuple français et ressorti l'épouvantail anticommuniste défraîchi. En dirigeant sa hargne contre le Parti communiste, il cherche à masquer ses intentions de poursuivre sa politique, la politique du grand capital, y compris par le moyen de la dictature.

LE PARTI COMMUNISTE AVEC LES TRAVAILLEURS, M. CHAMANT AVEC LE PATRONAT ET LE POUVOIR GAULLISTE

Dans notre circonscription d'Avallon-Tonnerre, jamais, de mémoire d'homme, un mouvement aussi puissant a soulevé toutes les couches laborieuses de la région.

Après les manifestations paysannes contre le trust Paul-Renard, ce sont les travailleurs d'Avallon, Tonnerre, Saint-Florentin, Ravières, Héry, etc. qui sont entrés dans la lutte.

M. Chamant, qui ne comprend rien aux affaires de la classe ouvrière, essaie de présenter les choses comme si les communistes avaient, un beau jour, appuyé sur un bouton et déclenché la grève.

LA VÉRITÉ est tout autre : si les ouvriers, les étudiants, les enseignants, les travailleurs manuels et intellectuels sont entrés en grève, c'est parce que, pendant dix ans, le pouvoir gaulliste a sacrifié leurs intérêts et leurs aspirations aux exigences des grands monopoles capitalistes.

LA VÉRITÉ, c'est que le principal responsable de la crise actuelle avec ses conséquences, c'est le pouvoir gaulliste lui-même.

LA VÉRITÉ, c'est que M. Chamant, ministre des Transports, opposait un NON aux revendications des cheminots.

Grâce à leur résolution et à leur cohésion — et sans que les gaullistes y soient pour quelque chose — des millions de travailleurs ont obtenu des augmentations de salaires et autres avantages sociaux substantiels.

Pour notre région, l'augmentation du S. M. I. G. et l'alignement du S. M. A. G. sur celui-ci auront d'heureuses répercussions dans les foyers de travailleurs.

LA VÉRITÉ, c'est que c'est seulement par la lutte que les travailleurs parviennent à arracher au patronat des concessions.

LES COMMUNISTES AIMENT LEUR PAYS

Les gaullistes prétendent être les dépositaires et les gardiens de l'intérêt national. Ils cherchent à confisquer à leur profit le sentiment patriotique des hommes et des femmes de chez nous.

Tout cela pour aboutir à la conclusion que les « bons Français » devraient apporter leurs suffrages aux candidats du pouvoir. Ce n'est pas la première fois que la réaction cherche ainsi à se couvrir du drapeau de la patrie.

Mais comment les hommes du grand capital et leur pouvoir gaulliste peuvent-ils prétendre être les dépositaires des intérêts de la France, alors qu'ils ont sacrifié les intérêts des ouvriers, des paysans, des jeunes, de l'immense masse des Français au profit d'une poignée de milliardaires ?

Non, Monsieur Chamant ! L'intérêt national n'est pas de refuser aux cheminots la satisfaction de leurs revendications, mais au

T. S. V. P.

contraire de leur donner les moyens de vivre en HOMME. Les travailleurs ne laisseront pas les hommes du grand capital et du pouvoir gaulliste monopoliser la patrie à leur service.

« LA MARSEILLAISE » n'est pas un hymne gaulliste, c'est le chant national du peuple français, son chant de lutte contre l'oppression et pour la liberté.

LE DRAPEAU TRICOLORE n'est pas la propriété privée du patronat et de son pouvoir, c'est le bien du peuple tout entier.

Les communistes aiment passionnément leur pays : ils ont montré pendant la Résistance qu'ils étaient prêts à consentir les plus grands sacrifices pour défendre la patrie et les plus grands efforts pour la reconstruire.

Et parce que nous aimons la France, nous la voulons **libre, prospère, pacifique,** coopérant avec tous les peuples, **bonne** à vivre pour les travailleurs, pour tous ceux qui sont la vivante réalité de la France : ses ouvriers, ses paysans, ses ingénieurs, ses enseignants, ses savants, ses artistes et sa jeunesse. Pour cela, il faut que la France cesse d'être dominée par le grand capital et la haute finance.

Alors que s'exprime avec force la volonté populaire d'en finir avec le pouvoir gaulliste, le Parti communiste soumet aux électeurs son programme démocratique et social avancé. Ce programme garantit les libertés publiques et fonde la stabilité du gouvernement sur l'entente des partis démocratiques et le soutien actif des masses populaires.

DANS L'ORDRE ECONOMIQUE, il s'affirme pour une véritable expansion économique, la nationalisation des grands monopoles, la gestion démocratique des entreprises nationales, la réduction des dépenses improductives (force de frappe), une réforme démocratique de la fiscalité, la lutte contre la hausse des prix et l'inflation, la mise en valeur de toutes les ressources du pays selon un plan démocratique de développement.

DANS L'ORDRE SOCIAL, il met l'accent sur l'augmentation des salaires (pas de salaire inférieur à 600 F par mois), retraites et pensions, la garantie des ressources et la réduction du temps de travail, l'abrogation des ordonnances frappant la Sécurité sociale, la reconnaissance des droits syndicaux dans l'entreprise, la juste rémunération du travail paysan, la refonte profonde d'une université moderne et démocratique dans le respect de la laïcité, l'élaboration d'un statut démocratique de l'O. R.-T. F.

DANS L'ORDRE INTERNATIONAL, il préconise une politique cohérente de paix, d'indépendance nationale, de solidarité avec les peuples opprimés ou récemment libres, de coopération internationale, de sécurité collective et de désarmement.

Le Parti communiste français réclame la cessation inconditionnelle des bombardements américains sur la République démocratique du Viet-nam et un règlement politique du conflit, assurant au peuple vietnamien le droit de déterminer son sort dans l'indépendance.

VOTER COMMUNISTE, c'est approuver ce programme de démocratie et de progrès social, qui correspond aux aspirations de notre peuple, à l'avenir de la jeunesse, à l'intérêt de la République et de la France.

VOTER COMMUNISTE, c'est se prononcer pour la démocratie et le socialisme.

En agitant le spectre de la guerre civile et du chaos, en évoquant le prétendu danger communiste, de Gaulle et ses candidats se livrent à une manœuvre grossière. Il est vrai que le Parti communiste français est l'adversaire le plus sérieux du pouvoir gaulliste. Mais le choix n'est pas entre le maintien du gaullisme et l'instauration du communisme.

Le choix qui se trouve posé au pays est clair. Il s'agit de choisir :

— ou bien le pouvoir personnel ouvrant la voie à la dictature militaire avec son escorte de mesures réactionnaires et antisociales ;

— ou bien la démocratie nouvelle fondée sur l'union de toutes les forces ouvrières, démocratiques et progressistes dont les communistes font partie intégrante.

A l'inverse du parti gaulliste qui revendique le pouvoir pour lui seul, nous, communistes, nous ne revendiquons pas le pouvoir pour notre seul parti. Nous disons que la construction d'une société réellement démocratique en France n'est pas la tâche d'un seul homme, ni d'un seul parti, fût-il le nôtre, mais la tâche du peuple tout entier.

C'est pourquoi nous consacrons tant d'efforts à réaliser la plus large union de toutes les forces de gauche, démocratiques et progressistes.

Nous sommes pour un gouvernement populaire et d'union démocratique, s'appuyant sur tous les partis de gauche et sur la volonté du peuple, un gouvernement dans lequel nous aurions la place qui nous revient.

POUR FAIRE ÉCHEC A LA DICTATURE GAULLISTE,
POUR LA DÉFENSE DES LIBERTÉS,
POUR UNE POLITIQUE DE PROGRÈS SOCIAL,
POUR LA DÉMOCRATIE ET POUR LE SOCIALISME,
POUR L'INDÉPENDANCE NATIONALE ET LA PAIX,

le Parti communiste français vous demande d'approuver sa claire politique d'union de toutes les forces ouvrières et démocratiques en votant massivement, dès le premier tour, pour

Pierre VIGREUX,

candidat du Parti communiste français.



L'Yonne Républicaine Auxerre

VU, *le candidat.*